Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION -
L.
16 NOV 1956
Transmis à M. coordination (1)
Overgemaakt aan de H. - 1 -

IR. L.5358/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 1er août 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935", a donné le 15 octobre 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1e augustus 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de bij koninklijk besluit van 30 november 1935 samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen" , heeft de 15e october 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet poursuit un double but. D'une part, il entend prescrire que l'objet social des sociétés anonymes soit clairement défini. D'autre part, il entend permettre à ces sociétés de modifier leur objet, même essentiel, sans devoir recourir à la dissolution et à la constitution d'une société nouvelle.

> "En ce qui concerne l'intérêt que présente ce projet au point de vue économique, lit-on dans l'exposé des motifs, il est apparu, particulièrement au cours de ces dernières années, qu'en raison de la conjoncture économique, certaines entreprises se trouvent dans l'obligation de transformer radicalement leur activité. Or, cette transformation se heurte, sur le plan juridique, à l'article 70, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, qui interdit aux assemblées générales des actionnaires de changer l'objet essentiel de la société.
>
> Attentif à ce problème, qui requiert pour plusieurs entreprises une solution urgente, le Gouvernement a immédiatement mis cette question à l'étude...".

Il résulte de ces considérations que le but principal poursuivi par le projet est de faciliter la "reconversion" des activités sociales, afin de satisfaire ainsi à des exigences économiques urgentes.

.../...

Toutefois, le projet ne se borne pas à régler la manière dont on pourra modifier l'objet essentiel d'une société anonyme mais, étendant la réforme plus loin que ne l'exigeaient les circonstances particulières qui l'avaient inspirée et qu'indique l'exposé des motifs, il détermine la procédure qui devra être suivie pour toute modification quelconque à l'objet social, même si cette modification ne porte pas sur l'objet essentiel. En outre, le projet règle une question connexe d'intérêt général, en imposant une désignation précise de l'objet social.

A l'occasion d'une réforme limitée, nécessitée par l'urgence qu'imposent les circonstances économiques du moment, le projet réalise ainsi des réformes d'ordre général qu'il eût été souhaitable de voir s'intégrer dans la réforme d'ensemble des lois sur les sociétés, dont l'étude est actuellement soumise à la commission pour la revision des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

\+

\+ \+

L'article 1er, I, du projet, modifie l'article 30 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en disposant que l'acte de société devra désormais indiquer : "1° la spécification précise de l'objet de l'entreprise".

Selon l'exposé des motifs, cette modification a pour but d'imposer aux sociétés "de fixer avec la précision voulue le genre et la nature des activités entrant dans leur objet social".

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué qu'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'apporter des limitations aux objets qu'une société anonyme peut légalement poursuivre. Il est uniquement exigé que ces objets, quelque larges et nombreux qu'ils puissent être, soient suffisamment précisés.

L'article 1er, I, du projet emploie les mots : "l'objet de l'entreprise". Cette terminologie est semblable à celle de l'article 28 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, aux termes duquel "la société anonyme est qualifiée par une dénomination particulière ou par la désignation de l'objet de son entreprise".

Les termes employés par le projet ont le même sens que dans l'article 28 et sont synonymes de :"l'objet de la société". Le mot "entreprise" n'a donc pas la signification économique ou sociale qu'il a, par exemple, dans l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Quant aux mots : "la spécification précise", ils pourraient être remplacés par les mots : "la désignation précise", qui ont un sens clair par eux-mêmes et qui se rapprochent de plus près de la terminologie de l'article 28, dont le projet s'inspire.

+

\+ +

.../...

Aux termes de l'article 121 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, relatif aux sociétés de personnes à responsabilité limitée, l'acte de société doit contenir les énonciations prescrites à l'article 30. Selon le projet, ces énonciations comprendront désormais la désignation précise de l'objet de l'entreprise.

L'article 6 des lois coordonnées prévoit que les actes des sociétés de personnes à responsabilité limitée sont publiés par extraits et l'article 7 dispose que l'extrait contient : " ... 4° L'objet de la société...".

Il va de soi que l'objet de la société qui figurera dans l'extrait doit exactement correspondre à l'objet de la société tel qu'il est énoncé dans l'acte, ce qui implique une désignation précise de cet objet dans l'extrait comme dans l'acte.

\+

\+ \+

L'article 1er, III, du projet apporte une modification à l'alinéa 2 de l'article 70 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le texte actuel de cet alinéa est rédigé comme suit : "Elle (l'assemblée générale) a, sauf disposition contraire, le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société".

Le projet remplace ce texte par la disposition suivante :

"Elle a, sauf disposition contraire, le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'un des éléments essentiels de la société, sauf ce qui est dit ci-après de l'objet social".

L'article 70bis nouveau, introduit dans les lois coordonnées par l'article 2 du projet, décrit la procédure à laquelle l'article 70, alinéa 2, nouveau, fait allusion et qui devra être respectée "si la modification aux statuts porte sur l'objet social".

Au sujet de ce qui précède, l'exposé des motifs s'exprime en ces termes :

> "Il y a lieu d'observer que le texte proposé vise désormais toutes les modifications à l'objet social.
>
> Mais il ne faudrait pas en conclure que seront désormais permises, soit la modification des autres éléments essentiels de la

.../...

société, telles que sa forme juridique ou sa nationalité, soit les restrictions aux droits des actionnaires, telle, par exemple, la libre négociabilité des actions. Ces modifications et ces restrictions ne sont aucunement affectées par la réforme proposée et les conditions requises pour leur validité demeurent inchangées. C'est dans le but d'éviter toute incertitude sur ce point que la modification introduite à l'article 70 des lois coordonnées est libellée comme suit : " ...mais sans pouvoir changer l'un des éléments essentiels de la société, sauf ce qui est dit ci-après de l'objet social", alors que le texte actuel porte : "... sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société".

L'exposé des motifs n'exprime pas avec une clarté parfaite la portée des modifications projetées. En réalité, comme il a été dit plus haut, le projet entend soumettre à la procédure nouvelle de l'article 70 bis toute modification quelconque à l'objet social, même s'il s'agit d'une modification qui ne porte pas sur l'objet essentiel de la société.

La conséquence en est que dorénavant la procédure plus rigoureuse de l'article 70 bis devra être respectée pour une modification non essentielle à l'objet social alors que, sous l'empire de l'article 70 actuel, pareille modification pouvait se faire aux conditions plus simples prévues par cet article.

.../...

L'exposé des motifs s'explique également sur la portée qu'il faut attribuer à la modification apportée au texte de l'article 70, alinéa 2, que le projet rédige comme suit : "mais sans pouvoir changer l'un des éléments essentiels de la société, sauf ce qui est dit ci-après de l'objet social", alors que le texte actuel porte : " ... sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société".

La jurisprudence et la doctrine avaient, de manière générale, admis l'interdiction de modifier, dans les conditions de majorité prévues par l'article 70, non seulement l'objet essentiel proprement dit, mais aussi les éléments essentiels du pacte social, tels que la forme juridique et la nationalité de la société. Pareilles modifications ne pouvaient se faire qu'à l'unanimité (Rép. prat. Dr.belge, V° société anonyme, n° 1538; voyez toutefois P. COPPENS. L'abus de majorité dans les sociétés anonymes, n°s 98 et 99, qui relève les critiques adressées aux partisans d'une interprétation large de l'article 70).

Le projet consacre légalement cette solution, sauf en ce qui concerne l'objet social. Désormais, sous l'empire du nouvel article 70, alinéa 2, la modification aux statuts sera interdite si elle porte sur un élément essentiel de la société, autre que l'objet social. C'est à la jurisprudence qu'il appartiendra de déterminer ce qui constitue un élément essentiel du pacte social.

\+

\+ \+

.../...

A l'alinéa 3 de l'article 70 bis, le mot "statutaire", qui suit les mots "l'objet social", peut être omis.

\+

\+ +

L'article 70 bis proposé, qui s'inspire du texte des articles 70 et suivants des lois coordonnées, utilise à la fois les termes "capital", "capital social" et "capital exprimé".

Ces termes ayant le même sens, il serait souhaitable, à l'occasion d'une réforme générale des lois sur les sociétés, d'adopter à cet égard une terminologie uniforme.

\+

\+ +

Une observation semblable s'impose avec plus de force en ce qui concerne la terminologie du texte néerlandais des lois coordonnées sur les sociétés . C'est ainsi, par exemple, que le terme français "objet", dont il est usé dans les expressions "objet de l'entreprise", "objet de la société", "objet essentiel", est rendu en néerlandais tantôt par le terme "doel", tantôt par le terme "voorwerp". Le Code de commerce en vigueur aux Pays-Bas use du terme "doel", qui serait le mieux approprié.

\+

\+ +

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après, qui contient, en outre, des modifications de pure forme ne nécessitant aucun commentaire :

...

Article 1er.-

Dans l'article 30 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, il est inséré un 1° nouveau rédigé comme suit : "La désignation précise de l'objet de l'entreprise".

Dans le même article, les 1° à 6° actuels sont désormais numérotés 2° à 7°.

Article 2.-

A l'article 32, alinéa 3, 3°, des mêmes lois coordonnées, les mots "L'objet de la société" sont supprimés.

Article 3.-

L'article 70, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Elle a, sauf disposition contraire, le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'un des éléments essentiels de la société, à l'exception de ce qui est dit de l'objet social à l'article 70 bis".

Article 4.-

Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un article 70 bis, rédigé comme suit : (le surplus comme au projet pour le texte français).

Article 5.-

L'article 30, 1°, inséré dans les mêmes lois coordonnées par l'article 1er de la présente loi, n'est pas applicable ... (le surplus comme au projet) ...

Het ontwerp heeft een tweeledig oogmerk. Enerzijds wil het voorschrijven, dat het maatschappelijk doel van de naamloze vennootschappen duidelijk wordt omschreven. Anderzijds wil het die vennootschappen toestaan dat zij zelfs hun essentieel maatschappelijk doel veranderen zonder tot ontbinding en tot oprichting van een nieuwe vennootschap te moeten overgaan.

> "Wat betreft het belang van dit ontwerp in economisch opzicht - aldus de memorie van toelichting-,is voornamelijk in de loop van de laatste jaren gebleken, dat wegens de economische conjunctuur sommige ondernemingen verplicht zijn hun bedrijvigheid grondig te omvormen. Maar deze omvorming stuit af, op het juridisch vlak, op artikel 70, lid 2, van de samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen, waarbij aan de algemene vergaderingen der aandeelhouders verbod is opgelegd het grondvoorwerp der vennootschap te veranderen.
>
> Vol aandacht voor dit probleem, dat voor verschillende ondernemingen een dringende oplossing vergt, heeft de Regering onmiddellijk het vraagstuk ter studie genomen ...".

Volgens deze beschouwingen is het hoofddoel van het ontwerp, de weg te effenen voor de "reconversie" van de maatschappelijke werkzaamheden en daardoor in dringende economische behoeften te voorzien.

Het ontwerp beperkt er zich echter niet toe, voorzieningen te treffen voor de wijze waarop het essentiële doel van de naamloze vennootschap kan worden gewijzigd; het breidt de hervorming verder uit dan door de in-

.../..

de memorie van toelichting aangegeven bijzondere omstandigheden die tot de hervorming hebben geleid, is vereist, en bepaalt de procedure die voor enigerlei wijziging van het maatschappelijk doel moet worden gevolgd, zelfs al heeft deze wijziging geen betrekking op het essentiële doel. Voorts regelt het ontwerp een daarmee samenhangend vraagpunt van algemeen belang, waar het een nauwkeurige opgave van het maatschappelijk doel eist.

Gebruik makend van een beperkte hervorming waarmede wegens de huidige economische toestanden spoed is gemoeid, voert het ontwerp zodoende algemene hervormingen in, die beter deel hadden kunnen uitmaken van de gezamenlijke hervorming der wetten op de handelsvennootschappen, welke thans bij de commissie voor de herziening van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen ter studie ligt.

\+

\+ \+

Artikel 1, I, van het ontwerp wijzigt artikel 30 van de samengeordende wetten en bepaalt dat de akte van vennootschap voortaan dient te vermelden :
"1° de nauwkeurige en omstandige opgave van het voorwerp van de onderneming".

Volgens de memorie van toelichting wordt deze wijziging ingevoerd om de vennootschappen te verplichten "met de gewenste nauwkeurigheid de soort en de aard te bepalen van de verrichtingen welke begrepen zijn in hun maatschappelijk voorwerp".

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft uiteengezet, is het niet de bedoeling van de Regering beperkingen te stellen aan de doeleinden welke een naamloze vennootschap volgens de wet kan nastreven. Alleen wordt geëist dat die doeleinden, hoe ruim en talrijk zij ook mogen zijn, voldoende nauwkeurig worden omschreven.

Artikel 1, I, van het ontwerp gebruikt de woorden "het voorwerp van de onderneming". Deze terminologie sluit aan bij artikel 28 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, luidens hetwelk "de naamloze vennootschap wordt aangewezen door een bijzondere benaming of door opgave van het voorwerp harer handelsonderneming".

De termen van het ontwerp hebben dezelfde betekenis als in artikel 28 en zijn synoniem van "het voorwerp der vennootschap". De term "onderneming" heeft hier dus niet de sociale of economische betekenis die hij bijvoorbeeld bezit in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

.../...

Voorts kunnen de woorden "de nauwkeurige en omstandige opgave" vervangen worden door : "de nauwkeurige opgave", die op zich zelf duidelijk zijn en beter aansluiten bij de terminologie van artikel 28, waarvan het ontwerp uitgaat.

+

+ +

Luidens artikel 121 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, dat betrekking heeft op de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, moet de akte van vennootschap de in artikel 30 voorgeschreven vermeldingen bevatten. Volgens het ontwerp zal een van die vermeldingen voortaan de nauwkeurige opgave van het doel der onderneming zijn.

Artikel 6 van de samengeordende wetten schrijft voor, dat de akten van personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid bij uittreksel worden bekendgemaakt en artikel 7 bepaalt dat het uittreksel vermeldt : " ... 4° het doel der vennootschap".

.../...

Het spreekt van zelf dat het in het uittreksel te vermelden doel der vennootschap volkomen moet overeenstemmen met het doel der vennootschap zoals dit in de akte is opgegeven, hetgeen betekent dat dit doel zowel in het uittreksel als in de akte nauwkeurig moet worden opgegeven.

\+

\+ \+

Artikel 1, III, wijzigt het tweede lid van artikel 70 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

De huidige tekst van dit lid luidt als volgt : "Tenzij anders ware bepaald, is zij (de algemene vergadering) bevoegd om wijzigingen in de statuten aan te brengen, zonder nochtans het grondvoorwerp der vennootschap te mogen veranderen".

Het ontwerp vervangt deze tekst als volgt :

"Tenzij anders is bepaald, is zij bevoegd om wijzigingen in de statuten aan te brengen, zonder nochtans één van de essentiële bestanddelen der vennootschap te mogen veranderen, behoudens hetgeen hierna wordt gezegd nopens het maatschappelijk voorwerp".

Het nieuwe artikel 70 bis, door artikel 2 van het ontwerp in de samengeordende wetten ingevoegd, omschrijft de procedure waarvan in het nieuwe tweede lid van artikel 70 sprake is en die moet gevolgd worden "indien de wijziging in de statuten betrekking heeft op het maatschappelijk voorwerp".

.../...

Hierover drukt de memorie van toelichting zich als volgt uit :

"Er valt op te merken dat de voorgestelde tekst voortaan op al de wijzigingen in het maatschappelijk voorwerp van toepassing is.

Maar hieruit mag niet worden afgeleid dat voortaan toegelaten zijn, hetzij de wijziging van de andere essentiële bestanddelen van de vennootschap, zoals haar juridische vorm of haar nationaliteit, hetzij de beperkingen van de rechten der aandeelhouders, zoals bijvoorbeeld de vrije verhandelbaarheid der aandelen. Deze wijzigingen en deze beperkingen worden geenszins beïnvloed door de voorgestelde hervorming en de vereiste voorwaarden voor hun geldigheid blijven onveranderd. Het is met het doel elke twijfel aangaande dit punt op te heffen dat de in artikel 70 der samengeschakelde wetten aangebrachte wijziging als volgt luidt: "... zonder nochtans één van de essentiële bestanddelen der vennootschap te mogen veranderen, behoudens hetgeen hierna wordt gezegd nopens het maatschappelijk voorwerp", terwijl de huidige tekst luidt : "... zonder nochtans het grondvoorwerp der vennootschap te mogen veranderen".

De strekking van de voorgenomen wijzigingen wordt door de memorie van toelichting niet volkomen helder aangegeven. Zoals reeds gezegd, wil het ontwerp in werkelijkheid de nieuwe procedure van artikel 70 bis verplicht stellen voor enigerlei wijziging in het maatschappelijk doel, ook al heeft deze wijziging geen betrekking op het essentiële doel der vennootschap.

.../...

Het gevolg hiervan is dat een niet essentiële wijziging in het maatschappelijk doel voortaan tot stand zal moeten komen volgens de strakkere procedure van artikel 70 bis, terwijl een dergelijke wijziging onder de gelding van het huidige artikel 70 kon plaats hebben onder de eenvoudiger, in dat artikel gestelde voorwaarden.

De memorie van toelichting geeft ook nadere uitleg over de betekenis van de volgende wijziging in de tekst van artikel 70, tweede lid : "zonder nochtans een van de essentiële bestanddelen der vennootschappen te mogen veranderen, behoudens hetgeen hierna wordt gezegd nopens het maatschappelijk voorwerp", welke tekst in de plaats komt van de huidige, die zegt : "... zonder nochtans het grondvoorwerp der vennootschap te mogen veranderen".

Rechtsleer en rechtspraak hadden over het algemeen aanvaard, dat het verbod tot wijziging onder de in artikel 70 bepaalde voorwaarden inzake meerderheid niet alleen gold voor het essentiële doel in eigenlijke zin, maar ook voor essentiële bestanddelen van de akte van vennootschap, zoals de rechtsvorm en de nationaliteit van de vennootschap. Dergelijke wijzigingen konden alleen met algemene stemmen tot stand komen (Rép. prat. Dr. belge, V° société anonyme, nr 1538; zie echter P. COPPENS, L'abus de majorité dans les sociétés anonymes, nrs 98 en 99, die wijst op de kritiek tegen voorstanders van een ruime interpretatie van artikel 70).

Door het ontwerp wordt deze opvatting in de wet zelf bekrachtigd, behalve dan voor het maatschappelijk doel. Onder de gelding van het nieuw artikel 70,

.../...

tweede lid, zal wijziging in de statuten voortaan verboden zijn wanneer zij betrekking heeft op een ander essentieel bestanddeel van de vennootschap dan dezer maatschappelijk doel. De rechtspraak zal moeten uitmaken wat onder essentieel bestanddeel van de akte van vennootschap moet worden verstaan.

\+

\+ +

In het derde lid van artikel 70 bis kunnen de woorden "in de statuten aangeduid" vóór de woorden "maatschappelijk voorwerp" weggelaten worden.

\+

\+ +

Het voorgestelde artikel 70 bis, dat aansluit bij de tekst van de artikelen 70 en volgende van de samengeordende wetten, gebruikt door elkaar "kapitaal", "maatschappelijk kapitaal" en "uitgedrukt kapitaal".

Daar al deze termen hetzelfde betekenen, ware het wenselijk bij een algemene herziening van de wetten op de vennootschappen hiervoor een eenvormige terminologie aan te nemen.

\+

\+ +

.../...

Een zelfde opmerking is, met nog meer nadruk, te maken voor de terminologie van de Nederlandse tekst van de samengeordende wetten betreffende de vennootschappen. Zo is het Franse begrip "objet" in de uitdrukkingen "objet de l'entreprise", "objet de la société", "objet essentiel" nu eens door "doel",dan weer door "voorwerp" weergegeven. Het in Nederland geldende Wetboek van koophandel gebruikt de term "doel", die de meest geschikte is.

\+

\+ \+

Met inachtneming van de hierboven gemaakte opmerkingen stelt de Raad van State de onderstaande tekst voor, waarin ook enige niet nader te commentariëren vormwijzigingen aangebracht zijn:

...

Artikel 1.-

In artikel 30 van de wetten op de handelsvennootschappen, samengeordend bij koninklijk besluit van 30 november 1935, wordt een nieuw 1° ingevœgd als volgt : "De nauwkeurige opgave van het doel der onderneming".

In hetzelfde artikel worden de huidige nummers 1° tot 6° veranderd in 2° tot 7°.

Artikel 2.-

In artikel 32, derde lid, 3°, van dezelfde samengeordende wetten, worden de woorden "Het doel der vennootschap" geschrapt.

.../...

Artikel 3.-

Artikel 70, tweede lid, van dezelfde samengeordende wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Tenzij anders is bepaald, is zij bevoegd om in de statuten wijzigingen aan te brengen, zonder nochtans een van de essentiële bestanddelen der vennootschap te mogen veranderen, behoudens hetgeen artikel 70 bis zegt over het maatschappelijk doel".

Artikel 4.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 70 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 70 bis.- Indien de wijziging in de statuten betrekking heeft op het maatschappelijk doel, moet de raad van beheer in een op de agenda aangekondigd verslag een omstandige verantwoording van de voorgestelde wijziging geven. Bij dit verslag wordt een samenvattende staat gevoegd over de actieve en passieve toestand van de vennootschap, welke staat ten hoogste drie maanden terug is afgesloten. De commissarissen en, indien er zijn, de commissarissen-revisoren brengen afzonderlijk verslag uit over deze staat. Een afschrift van deze verslagen wordt gevoegd bij de oproepingsbrief aan de aandeelhouders op naam. Ook wordt het onverwijld toegezonden aan degenen die de statutaire formaliteiten om tot de vergadering te worden toegelaten, hebben vervuld.

Iedere aandeelhouder heeft het recht, op vertoon van zijn titel, vijftien dagen vóór de vergadering, kosteloos een examplaar van de verslagen te ontvangen.

.../...

De algemene vergadering kan alleen dan op geldige wijze over wijziging van het maatschappelijk doel beraadslagen en beslissen, wanneer zij die de vergadering bijwonen, enerzijds, de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen en, anderzijds, indien er zulke zijn, de helft van het totale getal der effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen.

Is deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe bijeenroeping nodig; de nieuwe vergadering beraadslaagt en beslist op geldige wijze indien ten minste het vierde van het maatschappelijk kapitaal en ten minste het vierde van het totale getal der effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen, vertegenwoordigd zijn door de aanwezige aandeelhouders.

Geen wijziging wordt ingewilligd indien zij niet ten minste vier vijfde der stemmen op zich verenigt.

Niettegenstaande elke strijdige bepaling in de statuten geven de effecten die het uitgedrukte kapitaal niet vertegenwoordigen, recht op één stem per effect. In het geheel kunnen hun niet meer stemmen worden toegekend dan de helft van het aantal dat toegekend is aan de gezamenlijke aandelen of deelbewijzen die het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen; bij de stemming kunnen zij voor niet meer worden aangerekend dan twee derde van het aantal stemmen uitgebracht door de aandelen of deelbewijzen die het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen. Worden de aan de beperking onderworpen stemmen in verschillende richting uitgebracht, dan wordt de vermindering evenredig toegepast; gedeelten van stemmen komen niet in aanmerking".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 30, 1°, in dezelfde samengeordende wetten ingevoegd door artikel 1 van deze wet, is niet van toepassing op de vennootschappen die bestaan op het tijdstip waarop zij in werking treedt ...(voorts zoals in het ontwerp) ...

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	G.HOLOYE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, J.LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J.CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. VLIEBERGH, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. VLIEBERGH, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.